

Vous avez un projet qui contribuera au développement de l'économie ou de l'emploi bruxellois ?

S'il correspond à certains critères, votre projet peut partiellement être financé par une subvention facultative accordée par le Ministre de l'Economie et de l'Emploi. Introduisez votre demande de subvention au plus tôt - et d'ici le 30 septembre 2015.

Contexte

La [déclaration de politique régionale 2014-2019](#) place « l'évaluation permanente de l'efficacité des politiques publiques » au cœur de ses priorités. Un chapitre entier est d'ailleurs consacré à la «bonne gouvernance régionale» qui implique notamment une meilleure adéquation entre les moyens financiers publics dépensés et les objectifs du Gouvernement. En d'autres termes, cette bonne gouvernance régionale doit permettre d'assurer que chaque euro dépensé le soit à bon escient en lien avec les objectifs de la déclaration de politique régionale.

Les subsides facultatifs Emploi et Economie s'intègrent à la stratégie de politique globale de la Région de Bruxelles Capitale et également aux recommandations européennes émises pour la Belgique en matière d'emploi et d'économie.

A ce titre, les subsides facultatifs seront octroyés prioritairement aux projets innovants qui apportent une plus-value aux politiques de soutien à l'emploi, la formation professionnelle et aux TPE et PME contribuant au dynamisme de l'économie bruxelloise.

En particulier, seront visés les projets de soutien aux cycles de l'entreprise et au développement des secteurs économiques porteurs identifiés dans la déclaration de politique régionale ; les projets soutenant l'entrepreneuriat commercial et l'attractivité de noyaux commerçants à vocation supra-locale ; les projets de soutien à la formation en lien avec l'emploi et les entreprises; ainsi que les projets en lien avec la problématique de la discrimination à l'embauche ou l'emploi des personnes peu qualifiées ou issues de l'immigration.

Un accent particulier sera mis sur les secteurs porteurs de développement que sont la construction durable, l'économie digitale et numérique, l'audiovisuel et les médias, la santé, l'économie créative et le tourisme.

Des appels à projets complémentaires sur des thèmes spécifiques pourront être lancés ultérieurement, notamment en matière d'économie sociale et d'économie circulaire.

Définition

Ces subsides sont par définition facultatifs. La décision sur l'octroi ne dépend pas de critères spécifiques réglés par une réglementation (ordonnance).

Le ministre de l'Economie et de l'Emploi jugera de l'éligibilité en fonction des axes thématiques et de l'opportunité de subventionner un projet introduit.

En général, ces subsides sont octroyés à des associations sans but lucratif.

Introduction des dossiers de demande

Dossier de demande



[Télécharger le formulaire de demande de subvention facultative « économie ou emploi »](#)

Ce formulaire doit être complété intégralement de manière électronique et renvoyé à l'adresse conomie@sprb.irisnet.be ou/et emploi@sprb.irisnet.be, en fonction du domaine de la thématique. Les dossiers non complets n'entreront pas en ligne de compte.

Délais d'introduction des demandes

La date limite d'introduction des dossiers de demandes pour l'année 2015 est fixée au 30 septembre 2015. Les dossiers seront analysés par ordre d'arrivée et les subsides octroyés dans la limite des budgets disponibles.

L'introduction du dossier de demande doit être préalable au démarrage du projet.

Un nouvel appel sera lancé pour les dossiers 2016 au dernier trimestre de l'année 2015.

Dossier unique

Les porteurs introduisant plusieurs projets rentreront de manière simultanée les formulaires liés à leurs différents projets, de manière à ce que ceux-ci puissent être analysés conjointement.

Examen des demandes

Les formulaires de demande sont examinés par Bruxelles Economie et Emploi au fur et à mesure de leur réception. Pour chaque demande, si le projet correspond aux critères indiqués ci-dessous, l'administration transmet la demande au cabinet du Ministre de l'Economie et de l'Emploi. Ensuite, le Ministre juge de l'opportunité de subventionner le projet soumis, en fonction des moyens budgétaires disponibles et de la plus-value du projet par rapport aux politiques de soutien aux TPE/PME et à l'emploi.

Critères transversaux d'éligibilité des projets

Seuil minimal du financement

Afin de concentrer les moyens disponibles sur les projets ayant le plus d'impact sur l'économie et l'emploi bruxellois, un seuil minimal de 5.000 EUR de subvention par dossier est fixé.

Évaluation

Afin de pouvoir évaluer l'atteinte des objectifs du projet, l'octroi de la totalité du budget est conditionné à un rapport d'activité final où des indicateurs seront renseignés afin d'évaluer l'adéquation entre la demande de subside et la réalisation du projet pour lequel il a été alloué.

Le porteur de projet renseignera dans le formulaire les indicateurs qu'il propose de mesurer en lien avec les objectifs du projet.

Valeur ajoutée du projet

Tout projet présenté devra démontrer une réelle plus-value dans sa contribution transversale au triptyque formation/emploi/entreprise.

Caractère innovant et pérenne des projets

Sera considéré comme prioritaire, le projet qui a un caractère pilote et innovant. Le projet doit se démarquer des activités structurelles de l'organisme porteur (ou projet événementiel ou communicationnel non récurrent). L'objectif est de tester des projets par un amorçage financier avec l'objectif de trouver in fine un équilibre financier pérenne ou de financer des projets de démonstration.

Thématiques éligibles au financement

Les demandes de financement dans le cadre des subsides facultatifs économie, commerce et emploi ne seront recevables que si le projet s'inscrit dans l'un des axes décrits thématiques suivants :

1. Projet de soutien au cycle de l'entreprise (esprit d'entreprendre, starters, accompagnement, transmission, financement innovant)

2. Projet de soutien au développement de secteurs porteurs (construction durable, économie digitale et numérique, audiovisuel et média, santé, économie créative, tourisme)
3. Projet de soutien à l'entrepreneuriat commercial, en ce compris les aspects liés au commerce électronique
4. Projet de promotion de l'identité et de l'attractivité de noyaux commerçants à vocation supra-locale
5. Projet transversal formation-économie-emploi
6. Projet de sensibilisation et/ou d'information en lien avec la problématique de la discrimination à l'embauche ou toute action concrète et innovante permettant de lutter contre les discriminations à l'embauche
7. Projet innovant concernant l'emploi des personnes peu qualifiées ou issues de l'immigration

Montant du subside et octroi

Le financement tiendra compte des nécessités financières du porteur de projet. En fonction du plan financier du projet et des moyens financiers du porteur de projet, le montant du subside et la répartition du paiement en tranches seront déterminés.

Les dispositions d'octroi génériques et le contrôle des subsides facultatifs reprises dans l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale dès qu'il est question d'une subvention. L'octroi du subside se fera par un arrêté ministériel ou gouvernemental avec éventuellement une convention. Les dispositions spécifiques de l'octroi seront reprises dans ces documents.

Obligations et contrôle

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale dès qu'il est question d'une subvention.

Ces articles sont reproduits in extenso ci-dessous :

Art 92 : Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art 93 : Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art 94 : Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;

2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;

3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;

4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art 95 Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Aides d'Etat

Le porteur de projet s'engage à respecter la réglementation applicable en matière d'aides d'Etat.

Marchés publics

En matière de marchés publics, la [loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services](#) est d'application lorsque le bénéficiaire de la subvention est une personne dotée d'une personnalité juridique qui, à la date de la décision de lancer un marché, a été créée pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial et dont :

- soit l'activité est financée à plus de cinquante pour cent par les services du Gouvernement ou un organisme administratif autonome,
- soit la gestion est soumise à un contrôle desdits services ou organismes,
- soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par lesdits services et organismes.

Communication

Afin de rendre visible le soutien régional apporté au projet, le bénéficiaire s'engage à assurer la communication externe (site internet, documents de promotion,...) de l'action subventionnée en y apposant de façon visible le logo et la mention « **Avec le soutien de la Région de Bruxelles-Capitale** ».

Télécharger le logo de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'insérer dans vos outils de communication



[téléchargez en EPS](#)
[téléchargez en JPG](#)



[téléchargez en EPS](#)
[téléchargez en JPG](#)



[téléchargez en EPS](#)
[téléchargez en JPG](#)



[téléchargez en EPS](#)
[téléchargez en JPG](#)



[téléchargez en EPS](#)
[téléchargez en JPG](#)



[téléchargez en EPS](#)
[téléchargez en JPG](#)

U hebt een project dat zal bijdragen tot de ontwikkeling van de Brusselse economie of werkgelegenheid?

Als het aan bepaalde criteria voldoet, kan uw project gedeeltelijk gefinancierd worden met een door de Minister van Tewerkstelling en Economie toegekende facultatieve subsidie. Dien uw subsidieaanvraag zo snel mogelijk in en ten laatste tegen 30 september 2015.

Context

In [de gewestelijke beleidsverklaring 2014-2019](#) wordt « het permanent evalueren van de efficiëntie van het overheidsbeleid » één van de kernprioriteiten genoemd. Er wordt trouwens een volledig hoofdstuk gewijd aan het « goed gewestelijk bestuur », wat met name inhoudt dat de overheidsuitgaven beter moeten afgestemd zijn op de doelstellingen van de Regering. Met andere woorden, dit goed gewestelijk bestuur moet ervoor zorgen dat elke euro die uitgegeven wordt, weldoordacht besteed wordt in overeenstemming met de doelstellingen van de gewestelijke beleidsverklaring.

De facultatieve subsidies kaderen in de strategie van algemeen beleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest evenals in de Europese aanbevelingen uitgebracht voor België op het vlak van economie en werkgelegenheid.

In die hoedanigheid worden de facultatieve subsidies prioritair toegekend aan de innoverende projecten die een meerwaarde opleveren voor het werkgelegenheidsbeleid, de beroepsopleiding en de ZKO's en KMO's die bijdragen tot het dynamisme van de Brusselse economie.

De projecten die in het bijzonder in aanmerking komen, zijn die met betrekking tot het ondersteunen van de ondernemingscyclus en tot de ontwikkeling van de economische groeisectoren uit de gewestelijke beleidsverklaring, alsmede de projecten die het ondernemen en de aantrekkingskracht van de handelskernen met supralokale roeping ondersteunen, de projecten ter ondersteuning van opleidingen die in verband staan met de werkgelegenheid en de ondernemingen en de projecten die verband houden met de problematiek van de discriminatie bij aanwerving of tewerkstelling van personen die laaggeschoold zijn of die een migratieachtergrond hebben.

De klemtoon zal in het bijzonder gelegd worden op de sectoren die ontwikkeling stimuleren, zoals de duurzame bouw, de digitale en numerieke economie, de audiovisuele sector en de media, de gezondheid, de creatieve economie en het toerisme.

In een later stadium kunnen er bijkomende projectoproepen gedaan worden omtrent specifieke thema's, met name inzake sociale en circulaire economie.

Definitie

Deze subsidies zijn per definitie facultatief. De toekenning ervan hangt niet af van specifieke criteria die neergelegd zijn in een reglementering (ordonnantie).

De Minister van Economie en Tewerkstelling oordeelt op basis van de thematische assen of een project in aanmerking komt en of het opportuun is een ingediend project te subsidiëren.

In het algemeen worden deze subsidies toegekend aan verenigingen zonder winstoogmerk.

Indiening van de aanvraagdossiers

Aanvraagdossier



[Download het formulier voor het aanvragen van een facultatieve subsidie "economie of werkgelegenheid"](#)

Dit formulier moet volledig worden ingevuld op elektronische wijze en teruggestuurd naar conomie@gob.irisnet.be of/en werkgelegenheid@gob.irisnet.be, in functie van het onderwerp. Dossiers die onvolledig zijn, worden niet in aanmerking genomen.

Indieningstermijn van de aanvragen

De uiterste datum voor het indienen van de aanvraagdossiers voor het jaar 2015 is 30 september 2015. De dossiers zullen worden onderzocht in volgorde van ontvangst en de subsidies toegekend binnen de grenzen van het beschikbaar budget.

Het aanvraagdossier moet ingediend worden vooraleer het project opgestart wordt.

Tijdens het laatste trimester van het jaar 2015 zal er een oproep gedaan worden voor de dossiers 2016.

Een enkel dossier

Wie verschillende projecten indient, moet de desbetreffende formulieren gelijktijdig indienen zodat ze samen onderzocht kunnen worden.

Onderzoek van de aanvragen

De aanvraagformulieren worden onderzocht door Brussel Economie en Werkgelegenheid naarmate ze ontvangen worden. Voor elke aanvraag waarvan het project overeenstemt met de hieronder aangegeven criteria bezorgt het bestuur de aanvraag aan het kabinet van de minister van Economie en Tewerkstelling. Vervolgens oordeelt de minister of het opportuun is om het ingediende project te subsidiëren, afhankelijk van de beschikbare budgettaire middelen en de meerwaarde van het project ten opzichte van de beleidsmaatregelen ter ondersteuning van ZKO's/KMO's en de tewerkstelling.

Transversale criteria voor de inachtneming van de projecten

Minimumdrempel voor financiering

Om de beschikbare middelen te concentreren op de projecten die de grootste impact hebben op de Brusselse economie en werkgelegenheid, wordt een minimumdrempel van 5.000 EUR per dossier vastgelegd.

Evaluatie

De toekenning van het volledige budget is onderworpen aan een afsluitend activiteitenverslag waarin er indicatoren moeten vermeld worden die het mogelijk maken na te gaan of de subsidie wel degelijk geleid heeft tot de verwezenlijking van het project waarvoor ze toegekend werd.

De projectdrager moet op het formulier vermelden welke indicatoren hij voorstelt om dit te meten.

Toegevoegde waarde van het project

Elk project dat ingediend wordt, moet aantonen dat het een daadwerkelijke meerwaarde betekent in zijn transversale bijdrage tot het drieluik opleiding/werkgelegenheid/onderneming.

Innoverend en duurzaam karakter van de projecten

Zal prioritair worden bevonden, het project dat een experimenteel en innovatief karakter heeft. Het project moet zich onderscheiden van de structurele activiteiten van dragend organisme (of evenementen of niet-recurrente communicatieprojecten). De doelstelling is projecten testen door een financiële inbreng met als doel om uiteindelijk een langdurig financieel evenwicht te bekomen of demonstratieprojecten te financieren.

Thema's die in aanmerking komen voor een financiering

De financieringsaanvragen voor de facultatieve subsidies economie, handel en werkgelegenheid zijn enkel ontvankelijk wanneer het betrokken project kadert in één van de hierna vermelde thematische assen:

1. Project ter ondersteuning van de ondernemingscyclus (ondernemingsgeest, starters, begeleiding, overbrenging, innoverende financiering)
2. Project ter ondersteuning van de ontwikkeling van de economische groeisectoren (duurzame bouw, digitale en numerieke economie, audiovisuele sector en media, gezondheid, creatieve economie, toerisme)
3. Project ter ondersteuning van het commerciële ondernemen, met inbegrip van de aspecten gekoppeld aan de elektronische handel
4. Project ter ondersteuning van de identiteit en de aantrekkingskracht van de handelskernen met supralokale roeping
5. Transversale projecten vorming-economie-werkgelegenheid
6. Bewustmakings- en/of informatieprojecten in verband met de problematiek van de discriminatie bij aanwerving of iedere concrete en innoverende actie om voornoemde discriminatie te bestrijden
7. Innoverend project betreffende de tewerkstelling van personen die laaggeschoold zijn of die een migratieachtergrond hebben

Bedrag en toekenning van de subsidie

De financiering houdt rekening met de financiële noden van de projectdrager. Het subsidiebedrag en de opsplitsing van de betaling in schijven worden bepaald naargelang het financiële plan van het project en de financiële middelen van de projectdrager.

De generieke toekenningsvoorwaarden en de controle op de facultatieve subsidies worden bepaald door de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, en zijn van onmiddellijke en algemene toepassing wanneer er sprake is van een subsidie.

De subsidies worden toegekend middels een ministerieel besluit of een besluit van de Regering, met eventueel een overeenkomst. De specifieke toekenningsvoorwaarden worden in die documenten neergelegd.

Verplichtingen en controle

Zodra er sprake is van een subsidie, zijn de artikelen 92 à 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, van onmiddellijke en algemene toepassing.

De volledige inhoud van deze artikelen luidt als volgt :

Art 92 : Conform artikel 11 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art 93 : Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën

Art 94 : Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde :

1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;

2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;

3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert;

4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95 : Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Overheidssteun

De projectdrager verbindt zich ertoe de reglementering inzake overheidssteun na te leven.

Overheidsopdrachten

Wat de overheidsopdrachten betreft, is de wet van 15 juni 2006 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten van toepassing wanneer de begunstigde van de subsidie een rechtspersoon is die op de datum van de beslissing om een opdracht uit te schrijven, opgericht is met het specifieke doel te voorzien in behoeften van algemeen belang dat niet van industriële of commerciële aard is en waarvan:

- ofwel de werkzaamheden voor meer dan vijftig percent gefinancierd worden door de diensten van de Regering of een zelfstandige administratieve instelling,
- ofwel het beheer onderworpen is aan een toezicht van die diensten of instellingen,
- ofwel de leden van de directie, van de raad van bestuur of van de raad van toezicht voor meer dan de helft door die diensten of instellingen zijn aangewezen.

Communicatie

Om duidelijk te maken dat het project de steun van het Gewest geniet, verbindt de begunstigde zich ertoe de externe communicatie (website, promotiedocumenten, ...) van de gesubsidieerde actie te verzorgen door op een zichtbare wijze het logo en de vermelding "met de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" aan te brengen.

Download het logo van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om het in uw communicatietools in te lassen



[Download EPS-bestand](#)
[Download JPG-bestand](#)



[Download EPS-bestand](#)
[Download JPG-bestand](#)



[Download EPS-bestand](#)
[Download JPG-bestand](#)



[Download EPS-bestand](#)
[Download JPG-bestand](#)



[Download EPS-bestand](#)
[Download JPG-bestand](#)



[Download EPS-bestand](#)
[Download JPG-bestand](#)